

Prenant part à un débat organisé, jeudi 12 mai 2011, à Tunis par La Banque Africaine de Développement (BAD) ayant pour thème « la Tunisie post-révolution: défis et perspectives économiques », M. Mustapha Kamel Nabli, gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) a souligné que « La Tunisie se trouve après la Révolution dans une situation d'incertitude dont les causes sont multiples, d'ordre politique, géopolitique, économique (national et international)... ».

Lors de ce débat, une note économique élaborée par les économistes de cette institution internationale, a tracé trois scénarios pour la Tunisie, à savoir pour le plus optimiste, un taux de croissance du PIB de 3,6% en 2011 et pour le plus pessimiste, une lente croissance de -2,5%. L'hypothèse moyenne, privilégiée par la BAD, table sur une croissance de 1,1% cette année.

Pour sa part, M. Nabli souligne la nécessité de « se mettre en situation de gestion de risque pour ce qui est des politiques monétaire et budgétaire ».

« Une période cruciale s'ouvre devant la Tunisie au cours des trois prochains mois. Il faut être prêt à analyser les risques pour éviter tout dérapage, surtout que le gouvernement a largement entamé la marge de manœuvre dont il dispose pour ce qui est des ressources budgétaires et monétaires mais aussi en ce qui concerne la balance des paiements et la capacité de financement des banques », a-t-il averti.

Interrogé sur la question de l'endettement, M. Nabli a précisé : « si nous ne payons pas nos dettes, les portes de l'emprunt se fermeront », estimant que "la situation actuelle milite en faveur du paiement de nos dettes ».

Plusieurs questions ont été soulevées sur les gisements à forte croissance en Tunisie. A ce sujet, le gouverneur de la BCT a précisé « il y a un problème de modèle de croissance pour le pays », ajoutant que « La Tunisie est assez mûre pour faire sa mutation vers d'autres modèles de développement ».

Ont pris part à ce débat, MM. M. Mthuli Ncube, vice-président et économiste en chef de la BAD, Aloysius Ordu, vice-président de la BAD, Abdelaziz Darghouth, président du centre des jeunes entrepreneurs et Mahmoud Ben Romdhane, professeur des universités en sciences économiques.